

NON, M. LE PRÉSIDENT LE COLONIALISME NE FUT PAS UN CRIME CONTRE L'HUMANITÉ ET VICHY N'EST PAS LA FRANCE !

Il est absurde de porter des jugements moraux *a posteriori* sur des structures sociales de longue durée.

Le colonialisme ne fut pas plus un crime contre l'humanité que la démocratie athénienne parce qu'elle excluait les esclaves et les femmes, que le servage, l'esclavage, le métayage ou le salariat.

Non, Vichy n'est pas la France

La France, c'est l'émancipation des juifs par la Révolution, c'est le décret Crémieux accordant la citoyenneté aux juifs d'Algérie, c'est le décret Marchandea punissant les injures antisémites, Vichy, c'est leur abolition.

La France, c'est la République, Vichy c'est son abolition.

La France, c'est une élite juive d'État (Pierre Birnbaum), Vichy, c'est le statut des juifs, l'internement de Léon Blum, l'exécution de Jean Zay et Georges Mandel,

La France, c'est la séparation des Églises et de l'État en 1905, Vichy, c'est son abolition

« Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux édifices affectés au culte public, qu'ils soient ou non classés monuments historiques » (loi du 25 décembre 1942 signée Pétain, Laval, Cathala).

Non, aux extrémismes,
non au confusionnisme,
non au caporalisme !

Le 16 juillet 2017, nous avons publié cette diatribe après avoir entendu le discours du président Macron sur la rafle du Vel d'hiv.

Cinq ans après, d'honorables commentateurs nous expliquent que le discours de Macron s'inscrit dans la lignée de celui de Chirac. Vérifions.

Qu'a déclaré Chirac en 1995¹ ? Que « la folie criminelle de l'occupant a été secondée par des Français, par l'État français. » Puis, sans transition, il accuse la France en tant que telle : « La France, patrie des Lumières et des Droits de l'Homme, terre d'accueil et d'asile, la France, ce jour-là, accomplissait l'irréparable. »

« Mais — car il y a un mais — il y a aussi la France, une certaine idée de la France, droite, généreuse, fidèle à ses traditions, à son génie. Cette France n'a jamais été à Vichy. »

En somme, c'est un discours mi-chèvre mi-chou, d'où il ressort que « la France » responsable n'est pas tout à fait « la France », mais une des deux France et pas la plus fidèle à nos traditions.

Comme tournant historique, on fait mieux.

Voyons maintenant le discours de Macron².

D'abord, il est d'un ton très différent. Alors qu'on sentait la pensée de Chirac cheminer dououreusement vers des vérités difficiles à reconnaître, le jeune outrecuidant entend au contraire asséner des vérités sur un ton sentencieux, s'adressant moins à des citoyens qu'à des élèves. Il se permet donc de multiplier les « je » et de faire trois plus long, en commençant par appeler le sinistre Netanhayou « cher Bibi », s'enferrant déjà dans une politique de la familiarité, de la main dans le dos et du tutoiement qui lui a si mal réussi avec Trump et Poutine.

À quand un twittos sur la rafle du Vel d'hiv ?

Qu'explique-t-il d'entrée ? Que « c'est bien la France — non plus *des Français, l'État français* — qui organisa la rafle. » Nulle mention de l'ordre allemand alors que Chirac précisait bien que Vichy avait secondé la folie de l'occupant. Macron insiste : « Pas un seul allemand *[sic]* n'y prêta la main. »

Il ne faut pas voir Vichy comme « une monstruosité née de rien et retournée à rien ». Comme personne ne le fait et qu'on s'accorde à penser que Vichy est le résultat de la prise du pouvoir par des minorités réactionnaires agissantes, à la faveur de la défaite, cette mise en garde paraît vaine. Seulement, la défaite est pour Macron un détail. En témoigne cette phrase stupéfiante : « Et lorsque les bottes nazies frappent le pavé de Paris, il est déjà trop tard. »

Car tout le mal viendrait de la III^e République où l'antisémitisme se donnait libre cours.

La révision du procès Dreyfus qui fit l'admiration du monde et attira en France beaucoup de juifs émerveillés par un pays dans lequel on pouvait rendre justice à un petit juif contre un état-major de gradés ? Le décret Marchandea du 21 avril 1939 réprimant l'incitation à la haine raciale et religieuse, aboli par Vichy dès les 25 août 1940, rétabli dans ses grandes lignes par Pleven le 1^{er} juillet 1972, première loi dans le monde à faire de l'incitation à la haine raciale ou religieuse un délit spécifique ? Aux oubliettes !

Notons que c'est la même veine masochiste qui a inspiré en juin dernier son interprétation du traité de Versailles et ses propos incongrus, en plein matraquage de l'Ukraine, sur la nécessité de ne pas humilier la Russie (« Une mauvaise blague », a dit Gallia Akermann).

Suit un développement sur la résurgence de l'antisémitisme dans la France actuelle où, bien entendu, on chercherait en vain une allusion à l'islamisme.

Piètre professeur qui aurait besoin de revenir sur les bancs de l'école.

Alain LÉGER
16 juillet 2022

¹ <https://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/2014/03/27/25001-20140327ARTFIG00092-le-discours-de-jacques-chirac-au-vel-d-hiv-en-1995.php>

² <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-2020-fr.pdf>

DIRIGEANTS JUIFS D'ENTREPRISES COLONIALES PERSÉCUTÉS, PILLÉS, ARYANISÉS, INTERNÉS, EXTERMINÉS SOUS L'OCCUPATION

Ansbacher (Furth, 1871-Auschwitz, 1944) : président de la [Société générale de mines d'Algérie-Tunisie](#).

Archawski (Wladimir Voldemar)(1891-1959) : dirigeant de la [Banque Transatlantique](#) et de ses filiales tunisienne, marocaine et africaine. Destitué en 1940 avec Philipe Cotnareanu, René Fould et Raymond Weill.

Bernard (Fernand)(1886-1961), polytechnicien, administrateur délégué des Messageries fluviales de Cochinchine. Doit démissionner de ses fonctions. Son fils Jean-Guy périra à Auschwitz, sa fille Jacqueline survit à Ravensbrück.

Berr (Raymond)(1888-1944) : polytechnicien, ingénieur des mines. Vice-président délégué Kuhlmann, administrateur délégué de la [Compagnie des superphosphates et produits chimiques du Maroc](#). Gazé à Auschwitz avec son épouse et une fille.

Donati (Angelo)(1885-1960), administrateur-directeur de la [Banque italo-française de crédit](#).

Goldberger (Henry)(Zurich, 1885-Paris, 1960) : Vice-président du [Comptoir métallurgique du Maroc](#)... Interné à Paris (1943-1944). Commandeur de la Légion d'honneur.

Haarbleicher (André)(Paris, 1838-Auschwitz, 1944) : fils de Paul Haarbleicher (1838-1915), banquier, l'un des premiers actionnaires de la Banque de l'Indochine, et de Berthe Rheims (1853-1928), sœur d'Edmond Rheims (1850-1931), de la célèbre carrosserie Rheims & Auscher (anc. Rothschild fils), et de Jules Rheims (1863-1927), banquier, père du marié. Ancien [sous-directeur de l'arsenal de Saïgon](#) (1898-1901).

Henriquez (Georges-Olivier), Né le 5 juin 1897 à Rueil-Malmaison (Seine-et-Oise). Décédé le 25 janvier 1944 à Auschwitz (Pologne). administrateur délégué de la [Société financière du Congo français](#) (mai 1933), son représentant dans plusieurs participations :

Hoffmann (Adolphe)(Botosani, Roumanie, 16 mars 1880-Paris XVI^e, 17 juin 1965) : engagé volontaire (1914), naturalisé français (1924), éleveur de chevaux à Beaumontel (Eure), administrateur de la [Compagnie générale des comptoirs africains](#) (1927), des Éts Lesueur (matériaux)(1928), des Éts G. Leroy (contreplaqués)(1928-1933), des [Sisaleraies et carburants africains](#) (1928). Chevalier du Mérite agricole (1932) et de la Légion d'honneur (1937). Aryanisé sous l'Occupation comme président et actionnaire majoritaire des Anciens Éts Adolphe Binet (mécanique, sous-traitant de l'automobile et de l'aviation).

Menasché (Jechoua Armand)(Rédi, Italie, 4 mai 1878-Auschwitz, 12 octobre 1943) : administrateur, entre autres, de la Compagnie française de Kong. Voir [encadré](#).

Monteux (Marcel)(Limoges, 1881-Auschwitz-Birkenau, 1944) : industriel de la chaussure, brasseur d'affaires. Administrateur de la Compagnie des cultures tropicales en Afrique et de la Compagnie de transports maritimes de l'Afrique occidentale française :

Rheims (Jean) : administrateur des [Plantations réunies de Mimot](#). Aryanisé, rallié à la France libre.

Sananès (Judas-Léon)(1885-1959) : économie du Lycée Albert-Sarrazin de Hanoï (1934), puis de l'[École nationale de la France d'Outre-mer](#) (1938). Biens aryanisés par Darquier de Pellepoix.

Schiff-Giorgini (Georges) : président de [Société générale foncière](#). Arrêté par la Gestapo. Déporté à Flossenbürg 1943-1945.

Schwob (Jean-Raymond), administrateur de la [Société des mines de cuivre de Djebilet](#), au Maroc, et du Fruit colonial français, conserveries d'ananas à Abidjan. Il perd son frère Henri Norbert à Auschwitz et sa sœur Anne Gilberte à Ravensbrück. Le mari de cette dernière, Georges Esther Blume, périra à Buchenwald.

Schwob d'Héricourt (Georges) : président des [Distilleries de l'Indochine](#). Destitué, aryanisé :

Schwob d'Héricourt (Marcel) : successeur de son père James chez Optorg. Un Foujita pillé chez ce dernier par les nazis en 1942 a été restitué à ses descendants en 1998.

Weil (Edmond et René) : administrateurs de la [Société minière française du mercure](#) (Algérie). Exilés, déchus de leur nationalité.

Worms (Édouard-Raphaël), banquier, interné, évadé.

Wormser (Georges)(1888-1978) : aryanisé en 1943, président d'[Unicomer](#).

Et bien d'autres.